

Fête du 1^{er} Mai – 2016

André FREDERIC, Député fédéral, Vice-Président de la Chambre.

Très chers Camarades,

Cette année, je n'utiliserai pas d'emblée le ton de l'humour pour cette fête des Travailleurs.

Nous sommes sous le choc, un choc terrible.

Notre démocratie, nos valeurs, nos libertés ont été violemment agressées par des actes terroristes barbares. Depuis 2001, des actes semblables se sont produits partout dans le monde. Il s'agit donc d'un phénomène international.

Quelques mois après Paris, un attentat été perpétré à la station de métro Maelbeek et à Zaventem. Bilan humain : 32 personnes arrachées à la vie et 340 blessés, dont 24 sont toujours, à ce jour, aux soins intensifs.

Il faut être lucide, regarder le mal en face. Etre dur avec les durs mais ne pas mépriser nos valeurs. Ne pas stigmatiser mais dialoguer. Protéger la vie privée des innocents. Protéger nos libertés car c'est aussi cela que les terroristes visent.

On veut frapper nos modes de vie. On veut nous opposer. Manifestement, ça marche puisque certains n'hésitent pas à faire des amalgames douteux. Ne nous laissons pas prendre en tenaille entre les terroristes et les populistes.

Nous devons faire preuve d'unité politique autant que possible. La polémique n'est pas une réponse à l'insécurité. Concrètement, nous continuerons à soutenir tout ce qui peut aider à la sécurité des Belges et de tous ceux qui vivent chez nous, dès lors que c'est efficace et conforme à nos valeurs et nos droits.

Je suis à titre personnel engagé dans la Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les circonstances qui ont conduit aux attentats terroristes du 22 mars. Notre mission est de faire toute la lumière sur les événements, sur ce qui a fonctionné ou pas dans notre pays. On doit voir les choses en face, et s'il y a des erreurs, il faudra les dénoncer, y

remédier et surtout éviter les raccourcis simplistes. L'objectif n'est pas de pointer du doigt, de faire tomber des têtes mais de tirer les enseignements et de prendre les mesures nécessaires pour que cette horreur ne se reproduise plus.

Sans tirer de conclusions hâtives, je suis dès à présent convaincu qu'il va falloir massivement et rapidement investir en moyens humains et technologiques à tous les niveaux de nos services de sécurité. C'est la condition sine qua non pour lutter efficacement contre le radicalisme et ses dérives violentes.

Mais , très chers Camarades, investir dans les services publics, est-ce que c'est vraiment la priorité du Gouvernement MR-NVa ?

Si je regarde ce qui a été fait par ce couple diabolique, je frôle le cauchemar !

On maltraite les fonctionnaires en agressant leur pension, en supprimant la prise en compte des années d'étude et en les obligeant à travailler plus longtemps.

Pour le Gouvernement De Wever-Michel, c'est toujours travailler plus pour gagner moins !

Dans nos entreprises publiques, même si Jacqueline Galant va maintenant s'occuper au Parlement wallon des aéroports régionaux – ce qui n'est guère rassurant – ce gouvernement impose à la SNCB des économies de plus de 2 milliards, une réduction de 20% de son budget !

Sans compter sur le feu vert donné aux privatisations des entreprises publiques : Proximus, la Poste et peut-être un jour la SNCB.... Cette annonce de privatisation crée évidemment une insécurité sociale au sein des entreprises. Un repreneur cherchera le rendement à court terme, ce qui signifie évidemment suppressions de postes et conditions de travail alourdies.

Et je ne vous parle pas de la justice qui attend désespérément des moyens pour simplement fonctionner. Nous sommes bien placés à Verviers où, comme Sœur Anne, nous attendons une décision pour la prison et le Palais de justice.

Le Gouvernement MR-NVa n'en a rien à faire des services publics et préfère favoriser les secteurs qui ne connaissent pas la crise. Exemples : la taxe Carat qui n'a de taxe que son nom et qui est au contraire une véritable aide d'état pour les diamantaires anversois.

Ou encore le gros cadeau à Electrabel en réduisant la rente nucléaire de 550 millions en 2012 à 170 millions en 2017.

Pendant ce temps-là, nos concitoyens sont fiscalement étranglés. Avec les socialistes au Gouvernement la TVA sur l'électricité était passée à 6%, avec le fils Michel, cette taxe sur la consommation est revenue à 21%. Concrètement, cela signifie un coût d'une bonne centaine d'euros par ménage par an.

Autre méfait : le relèvement des accises sur le diesel alors que 60% des Belges utilisent ce carburant.

Les pensionnés sont aussi mis à contribution par diverses mesures qui réduisent en fin de mois leurs revenus.

Et on ne parlera même plus du saut d'index qui fait perdre à chaque ménage et de façon définitive plusieurs milliers d'euros sur l'ensemble de la carrière.

Du côté social, on pouvait espérer du CDV qu'il relaye les préoccupations de son organisation syndicale chrétienne mais, là aussi, c'est la bérézina. On remet en cause les 38 heures/semaine puisque le travailleur pourra désormais être amené à prester 45 heures/semaine auxquelles s'ajouteraient les heures supplémentaires.

Sans aucune concertation, le projet de Peteers est une grave régression sociale qui va pénaliser les travailleurs qui n'auront d'autre choix que d'accepter de travailler plus quand leur employeur l'exige.

Ils détruisent donc les relations collectives du travail. Nos acquis sociaux ont été obtenus grâce aux organisations syndicales. Aujourd'hui le gouvernement MR-NVa remet en cause ce système. L'obsession du gouvernement est d'affaiblir les syndicats. Passer de la relation collective à la relation individuelle nous ramène un siècle en arrière.

Et ce n'est pas tout !

Le droit de grève est aussi remis en cause. La loi Chapellier de 1866 a certes assoupli la législation de l'époque mais continuait à sanctionner les attroupements à proximité des employeurs qui portaient atteintes à la liberté du travail et de l'industrie. Les dirigeants des ouvriers pouvaient même être poursuivis comme des criminels s'ils incitaient à un délit par la parole ou un écrit.

Encore une fois, en s'attaquant au droit de grève, le gouvernement De Wever-Michel veut simplement nous ramener en 1866 !

Je voudrais terminer en vous parlant de super Maggie.

Je la fréquente régulièrement – en tout bien tout honneur, je vous rassure – en commission de la santé publique du Parlement.

Elle reste un mystère pour moi.

Elle est number one au nord, au centre et au sud du pays au hit parade de la popularité.

D'aucuns me disent que ce sont ses rondeurs qui attirent ses voix,...

Si cela est vrai, je me réjouis déjà de voir mon score au prochain scrutin. ...

Mais plus sérieusement, cette libérale s'attaque au portefeuille des patients. Les malades n'en peuvent plus de supporter ses coupes sombres dans les dépenses de soins de santé.

Grâce à Super Maggy, les patients doivent faire le choix de consulter ou de ne pas consulter ou encore de se passer de certains médicaments.

Et ce jeudi à la Chambre, elle s'offusquait encore que Solidaris ait osé rembourser intégralement les visites chez les généralistes et le gynécologues conventionnés.

Dans sa logique, il n'est pas normal d'aider les gens en difficulté face à la maladie.

C'est ça la logique de la droite qui nous gouverne !

Et je ne parle pas des économies sur le dos des mutualités, Jean-Pascal va certainement l'aborder, puisque ce gouvernement a décidé de réduire leur financement de 50 millions en 2016, 25 millions en 2017 et 25 millions en 2018.

C'est évidemment une attaque frontale contre nos mutualités en général et Solidaris en particulier.

Très chers Camarades,

J'ai signé hier l'appel lancé par le mouvement « Notre Gauche » et qui résume les priorités de la Gauche pour demain.

- Les richesses doivent être réparties de manière radicalement égalitaire.
- L'économie est au service de la justice sociale.
- On travaille moins pour vivre mieux.
- L'environnement est respecté et amélioré.
- La solidarité est le principe fondamental.
- L'Etat est laïque.
- L'éducation rend les hommes et les femmes libres.
- L'Europe est sociale.
- La solidarité et le pacifisme caractérisent les relations internationales.
- La dynamique démocratique est revivifiée.

Camarades, nous avons la responsabilité de lutter contre ce gouvernement de droite qui détruit nos acquis sociaux, nous avons aussi la responsabilité de construire l'avenir de nos enfants.

Il est temps de nous remobiliser !

A gauche toute !

Vive le 1^{er} Mai !

Vive le Parti Socialiste !